



## AVIS DE PUBLICITE PREALABLE A UNE OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC CONCEDEE SUITE A UNE MANIFESTATION D'INTERET SPONTANEE

Date de publication : 1<sup>er</sup> juin 2026

Date limite de manifestation des intérêts : 1er juillet 2026 avant 17h

---

Supports de publication :

- Syndicat Mixte des Ports de la Seine-Maritime, site du Tréport,
- Site Internet du Syndicat Mixte des Ports de la Seine-Maritime,

Procédure : Avis de publicité préalable à une occupation temporaire du domaine public suite à une manifestation d'intérêt spontanée (article L.2122-1-4 du Code général de la propriété des personnes publiques).

---

### NOM ET ADRESSE DE L'AUTORITE COMPETENTE

**Syndicat Mixte des Ports de la Seine-Maritime**

16 Grand Quai – 76400 FECAMP

### TEXTE DE L'AVIS

- **Date de publication** : 1er juin 2026
- **Durée de mise en ligne** : 1 mois
- **Date limite de manifestation d'intérêts concurrents** : 1er juillet 2026 avant 17h
- **Procédure concernée** : avis de publicité préalable à une occupation temporaire du domaine public suite à une manifestation d'intérêt spontanée (article L.2122-1-4 du Code général de la propriété des personnes publiques). La publication de cet avis fait suite à la manifestation spontanée de la SASU DLL, représentée par M. Douglas Lemay, auprès du Syndicat Mixte des Ports de la Seine-Maritime. Il est intéressé par l'occupation d'une partie de terrain située sur la parcelle n°9 et dépendant du domaine public du port du Tréport, afin d'y installer et exploiter son attraction.
- **Activités projetées** : La SASU DLL, dont le siège social se trouve 20 impasse des Jardins à Lillers (62190), souhaite installer un skooter (auto-tamponneuses) lors de la saison estivale du 6 juillet au 9 août 2026 à proximité de la gare du Tréport.

La SASU DLL a présenté une manifestation d'intérêt spontanée pour la location d'une parcelle de terrain d'une surface d'environ 330 m<sup>2</sup> situé sur la parcelle n°9, en face de la gare du Tréport, afin d'y installer son skooter, pendant la période du 6 juillet au 9 août 2026.

- **Localisation des dépendances concernées :**
  - o **Département :** Seine-Maritime (76)
  - o **Commune :** Le Tréport
  - o **Localisation et/ou références cadastrales :** parcelle n°9
  - o **Surface projetée de l'occupation :** emprise de 330 m<sup>2</sup> de terrain
  
- **Date d'effet de l'occupation projetée :** 6 juillet 2026
- **Date prévisionnelle d'échéance de l'occupation projetée :** 9 août 2026
- **Modalités de présentation des intérêts concurrents :** Conformément aux dispositions de l'article L.2122-1-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, lorsque la délivrance du titre mentionné à l'article L.2122-1 intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer au préalable par une publicité, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrent.

Tout porteur d'un projet concurrent pour exercer une activité portuaire notamment de commerce, intéressé par l'occupation de tout ou partie des dépendances immobilières susvisées pour une durée n'excédant pas la période mentionnée ci-dessus, peut se manifester jusqu'au 28 juin 2026 en contactant :

**Contact :**

Mme Réjane LE GUILLOU

Directrice Générale du Syndicat Mixte des Ports de la Seine-Maritime

16 Grand Quai, 76400 Fécamp

Mail : [rejane.leguillou@smpsm.fr](mailto:rejane.leguillou@smpsm.fr)

Fécamp : 02.35.28.23.76

Toute manifestation d'intérêt donnera lieu à la délivrance d'un accusé réception.

- **Issue de la procédure :** Dans l'hypothèse où d'autres porteurs de projets se manifesteraient à la suite de la publication du présent avis, une procédure de sélection préalable à la délivrance d'une autorisation d'occupation du domaine public serait organisée en application de l'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le cas échéant, le candidat sera invité à fournir un dossier composé des éléments demandés dans le cahier des charges de la procédure de sélection préalable. Ce cahier des charges sera transmis aux candidats qui se seront manifestés. Le dossier de candidature devra être envoyé dans les délais et à l'adresse indiquée par le cahier des charges.